

Initiatives ministérielles

projet de loi actuellement à l'étude à la Chambre sera retardée pour que nous puissions examiner ces deux mesures ensemble? Voilà la réponse que le Chambre voudrait obtenir maintenant.

M. Worthy: Monsieur le Président, je ne cherchais pas à éviter la question tout à l'heure. Deux autres personnes voulaient intervenir et je ne voulais pas leur couper la parole.

Une voix: Vous aviez l'intention de répondre?

M. Worthy: Bien sûr, je suis prêt à le faire. Mais nous ne sommes pas à la période des questions, mais en comité plénier. Normalement, on laisse les intervenants dire ce qu'ils ont à dire.

J'aime bien votre analogie à propos de l'effeuillage cet après-midi et, bien sûr, vous voulez connaître la vérité toute nue. Je voudrais pouvoir vous la dévoiler.

M. Rodriguez: Non, non.

Une voix: Osez, osez!

Une voix: On nous cache des choses!

M. Worthy: Un député me dit d'oser et l'autre laisse entendre qu'on cache des choses. Je ne sais plus qui croire.

Je ne peux évidemment pas faire le tour de tous les événements qui ont abouti à la réforme des institutions financières. Je ne peux tout de même pas être tenu responsable de toutes les mesures qui seront prises ou qui pourraient être prises dans un an ou deux. Je crois qu'il serait très irresponsable pour notre gouvernement de ne pas avancer comme il le faut et progressivement. Peut-être le moyen choisi n'est-il pas le meilleur. De toute évidence, vous pensez qu'il serait mieux de tout faire en un seul coup. Je crois que toutes les mesures prises par le gouvernement révèlent la volonté de procéder avec pragmatisme et d'aborder comme il se doit les lois financières. Le gouvernement procède méthodiquement.

Le projet de loi à l'étude aujourd'hui vise la prorogation des délais prévus dans la Loi sur les banques. La plupart des critiques et des commentaires que nous avons entendus au comité ont trait à l'ensemble de la réforme des institutions financières.

M. Rodriguez: Non, non et non.

M. Worthy: Oui! Je pense que la réforme des institutions financières est une bonne chose pour le Canada. Je crois que l'idée générale de vos commentaires, c'est qu'elle a trop tardé et que nous devrions aller plus rapidement.

M. John Nunziata (York-Sud-Weston): Monsieur le Président, j'ai une ou deux brèves questions à poser au député. Nous parlons du projet de loi C-90, qui ne contient que deux articles. Le gouvernement nous dit que ce projet de loi doit être adopté et que s'il ne l'est pas, le secteur financier sera livré au chaos.

Le député peut-il m'expliquer ce qui arrivera précisément si le projet de loi n'est pas adopté? Le projet de loi permettra aux banques de poursuivre leurs activités jusqu'en 1992. Qu'arriverait-il si, pour une raison ou une autre, le Parlement n'adoptait pas le projet de loi au cours des prochains mois? Le député veut-il faire entendre aux Canadiens que les banques fermeraient leurs portes et diraient à leurs clients qu'elles ne peuvent plus accepter leurs dépôts ou traiter leurs retraits? Les banques devraient-elles liquider leurs actifs? Soyons sérieux au sujet des conséquences de ce projet de loi. Je ne participe pas activement au débat et je ne suis pas l'un des porte-parole des questions financières pour mon parti, mais en tant que Canadien ordinaire qui suis le débat, j'aimerais savoir quelles peuvent être les véritables conséquences.

Mon collègue néo-démocrate de Nickel Belt semble s'être mis dans un état proche de la frénésie au cours du débat. Tout à l'heure, j'ai cru un moment qu'il allait s'envoler. S'il n'y avait pas de plafond ici, il aurait sans doute atteint de belles hauteurs. Je me suis inquiété pour sa tension artérielle. Nous savons que le Nouveau Parti démocratique, et tout particulièrement ce député, sont contre les banques. Ils n'aiment pas les banques. Je ne sais trop si c'est parce que les taux d'intérêt sur leurs emprunts hypothécaires ou leurs emprunts commerciaux sont trop élevés. Nous savons que le Nouveau Parti démocratique aimerait bien nationaliser les banques. C'est d'ailleurs un élément du programme néo-démocrate.

Mais je n'ai pas pris la parole pour critiquer le Nouveau Parti démocratique.

M. Boudria: Pourquoi pas?

M. Nunziata: Pourquoi pas? demande le député de Glengarry—Prescott—Russell. Parce que nos amis néo-démocrates se complaisent dans l'hypocrisie. Comme on